

Unité inter-départementale Gard-Lozère
Cellule Risques Anthropiques
89 rue Weber
CS 52 002
30 907 NÎMES CEDEX 2

Nîmes, le 17/08/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 09/08/2023

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

ROYAL CANIN

650, avenue de la Petite Camargue
30 470 AIMARGUES

Références : SC/2023-08-530
Code AIOT : 0006601905

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09/08/2022 dans l'établissement ROYAL CANIN implanté 650, avenue de la Petite Camargue – 30 470 Aimargues. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection s'est déroulée dans le cadre de la rédaction d'un arrêté préfectoral complémentaire portant sur les dispositions applicables en situation de sécheresse.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ROYAL CANIN
- 650, avenue de la Petite Camargue – 30470 AIMARGUES
- Code AIOT dans GUN : 0006601905
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : oui

La société ROYAL CANIN exploite une usine de fabrication d'aliments secs pour animaux de compagnie sur la commune d'Aimargues. Le site qui s'étend sur environ 23 hectares, comprend des bâtiments administratifs et des annexes ainsi que les installations de production. La partie

administrative de l'établissement se compose notamment du siège social de ROYAL CANIN International, du siège social ROYAL CANIN France et de bureaux, tandis que la partie production regroupe :

- des silos et cuves de stockage des matières premières,
- l'usine accueillant les zones de process de fabrication (broyage, mélange, extrusion), de conditionnement et de stockage des produits finis (deux cellules de stockage) et les laboratoires,
- la chaufferie,
- la station d'épuration par lagunage.

Les installations sont régulièrement exploitées par l'arrêté préfectoral d'autorisation n°11.001N du 3 janvier 2011 actualisant les conditions d'exploitation de l'établissement, ainsi que par l'arrêté préfectoral complémentaire n°20-118-DREAL du 22 avril 2020 mettant à jour le classement des installations et actant les modifications apportées aux installations (mise en place d'une nouvelle machine de conditionnement et création d'un nouveau pilote de recherche et de développement).

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Prélèvement et consommation d'eau

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle,
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée,
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite,
- la prescription contrôlée,
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'Inspection des installations classées,
 - les observations éventuelles,
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous),
 - le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être

proposées,

– « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité.

Dans le cas contraire, il sera proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du Code de l'environnement, des suites administratives.

– « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite qui avait été donnée	Autre information
1	Prélèvement et consommation en eaux	Arrêté préfectoral du 03/01/2008 Article 3.1	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La présente visite s'inscrit dans le cadre de la rédaction d'un arrêté préfectoral définissant les dispositions applicables en cas de période de sécheresse.

Cette inspection a ainsi permis de faire un point de situation sur les prélèvements d'eau de l'établissement issus des 3 sources d'approvisionnement du site (2 forages et réseau AEP), ainsi que sur les mesures d'économie d'eau prévues en cas de période de sécheresse.

2-4) Fiches de constats

N°1 : Prélèvement et consommation en eaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/01/2011 – article 3.1

Thème(s) : Risques chroniques, débits journaliers

Prescription contrôlée :

Les besoins en eau potable de l'établissement sont satisfaits à partir de prélèvements effectués sur le réseau d'alimentation en eau potable de la commune d'Aimargues.

La quantité d'eau prélevée, sur le réseau communal est d'environ 63 000 m³/an.

Les besoins en eau pour le nettoyage des sols et des matériels et l'arrosage des espaces verts sont assurés à partir d'un forage, captant les eaux de la nappe de la Vistrenque, dont le débit est de 60 m³/h. Ce forage est doublé par un forage de secours d'un débit de 40m³/h.

Le volume d'eau prélevé sur la nappe de la Vistrenque est limité à 200 m³/j et à 15 000 m³/an.

Les installations de pompage d'eau souterraine sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur de la quantité d'eau prélevée. Ce dernier dispositif est relevé tous les mois, sauf en période de mise en œuvre du plan sécheresse où le relèvement est hebdomadaire. Les relevés sont portés sur un registre éventuellement informatisé et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées pendant une durée minimale de cinq ans.

L'exploitant doit rechercher, par tous les moyens possibles, à limiter sa consommation d'eau, au strict nécessaire, pour le bon fonctionnement de ses installations. En particulier il procède au recyclage des eaux de procédé et d'une partie des eaux pluviales.

En cas de cessation d'utilisation du forage, l'exploitant doit prendre les mesures appropriées pour l'obturation ou le comblement de cet ouvrage afin d'éviter la pollution de la nappe.

La réalisation de tout nouveau forage doit être portée à la connaissance de l'Inspecteur des installations classées.

Aucune interconnexion ne doit exister entre les réseaux véhiculant des eaux de différentes origines.

Constats :

Le site est raccordé au réseau d'alimentation en eau potable de la commune d'Aimargues. L'eau provenant de cette alimentation est destinée :

- aux usages domestiques : sanitaires et entretien des locaux du personnel et administratif de l'usine, du laboratoire et des pilotes de recherche,
- aux besoins du chenil et de la chatterie,
- aux process et utilités tels que :
 - humidification des matières premières avant fabrication,
 - production de vapeur,
 - alimentation des réseaux de chauffage des cuves,
 - nettoyage des cuves, des sols, des équipements et de l'usine,
- au refroidissement de la tour adiabatique, depuis juillet 2023.

Le site dispose également de deux forages, le forage « siège » exploité depuis 2001 et le forage dénommé « F1 ». Le forage siège est exclusivement dédié à l'arrosage des espaces verts de l'usine. Quant au forage F1, les besoins en eau rentrent dans la protection incendie (sprinklage) et dans le nettoyage du matériel de l'usine et de la station de prétraitement du site.

À noter que le forage de secours cité dans l'arrêté préfectoral d'autorisation du 3 janvier 2011 a été condamné.

→ L'exploitant transmet sous 1 mois à l'inspection les éléments justifiant de la cessation d'exploitation du forage de secours ainsi que les éléments relatifs à l'autorisation d'exploiter le forage siège.

La consommation d'eau du réseau AEP était déterminée avec les factures annuelles transmises par le gestionnaire du réseau, le compteur d'eau n'étant pas présent au sein de l'établissement. Un compteur général a donc été installé sur le site à l'initiative de l'exploitant au 1^{er} semestre 2023 et sera connecté à court terme à la supervision permettant un relevé automatique des consommations d'eau. Ce compteur permet de comptabiliser les volumes d'eau prélevés sur le réseau AEP pour l'ensemble du site (usine de production, laboratoires, siège, chenil/chatterie).

Depuis le 1^{er} juin 2023, le compteur général de l'usine est relevé tous les jours avec un report des index et des consommations d'eau dans un fichier informatique. Ces volumes d'eau relevés comprennent les besoins sanitaires de l'usine, les eaux rentrant dans le process, les eaux du laboratoire et les eaux utilisées pour le pilote R&D. Le débit journalier est supérieur à 100 m³/j, il s'élève en moyenne à 112 m³/j avec un volume maximal d'environ 186 m³/j.

L'exploitant a également mis en place depuis le 1^{er} juin, un registre informatisé identique concernant les eaux nécessaires pour le pilote SHS avec un report quotidien des index et des consommations d'eau. Pour ce poste, les volumes d'eau journaliers sont très variables (entre 0,2 m³/j et 85 m³/j). Le volume d'eau est en moyenne de 12 m³/j.

À noter que ces deux compteurs seront également connectés prochainement à la supervision.

Le volume d'eau prélevée au droit du forage F1 n'était pas relevé tous les mois. Depuis le 1^{er} juin 2023, l'exploitant a aussi mis en place un registre informatisé sur lequel sont reportés les index du compteur et les volumes journaliers prélevés. Sur cette période de deux mois, les débits journaliers fluctuent entre 0,1 m³/j et 77,1 m³/j avec un volume moyen d'environ 6 m³/j. Les consommations d'eau maximales constatées chaque semaine correspondent aux essais effectués au niveau de l'installation de sprinklage.

À noter que ce compteur sera prochainement connecté à la supervision de l'usine.

→ L'inspection rappelle à l'exploitant que le volume d'eau issu du forage F1 devra être déclaré dans GERE pour l'année 2023.

Le forage « siège » est équipé d'un compteur qui est relié à la supervision permettant d'obtenir automatiquement le volume d'eau prélevé. L'eau issue de ce forage servait initialement à l'arrosage des espaces verts. Le jour de la visite, l'exploitant a précisé que les espaces verts du site étaient désormais entretenus avec de l'eau issue du forage présent au niveau du chenil et de la chatterie (forage déclaré auprès des services de la DDPP). Pourtant, le volume d'eau prélevée au droit du forage siège depuis le 1^{er} janvier 2023 s'élève à 1 484 m³.

→ L'exploitant devra spécifier à l'inspection dans les plus brefs délais, les usages de l'eau issue de ce forage et déterminer si possible le prélèvement maximal annuel et le débit maximal journalier. En tout état de cause, le débit horaire de la pompe de prélèvement du forage devra être précisé. Ces éléments sont indispensables pour finaliser le projet d'arrêté préfectoral définissant les dispositions applicables en cas de période de sécheresse.

Type de suites proposées : Sans suite

